

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 23 NOVEMBRE 2010

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 23 NOVEMBER 2010

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 27 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la diminution de la valeur ajoutée directe des ports belges" (n° 550)

01.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): La Banque Nationale a annoncé que la contribution des ports maritimes belges à l'économie a régressé de 12 % cette année. Le port d'Anvers, principalement, reste à la traîne et enregistre un recul du taux d'emploi de 3 %.

Le ministre pourrait-il commenter les chiffres? Pourquoi le port d'Anvers est-il le plus touché? Quelles mesures pourrait-on envisager?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La Banque Nationale a annoncé une diminution du trafic dans les ports belges en 2009. Dans le port d'Anvers, cette diminution correspondait à 16 %. La valeur ajoutée de tous les ports belges a diminué de 11,7 % et celle d'Anvers de 15,6 %. L'emploi a diminué de 3,3 % dans tous les ports, par rapport à 2,9 % à Anvers.

La crise financière et économique a évidemment aussi touché nos ports et le commerce international. On peut lire dans un rapport des Nations Unies de 2010 que le commerce mondial présente un bilan annuel négatif de 13 %, malgré un léger redressement au cours du second semestre de 2009. Les flux commerciaux ont diminué de 30 à 50 %. La navigation maritime en est évidemment la victime.

Selon la Banque Nationale, la valeur ajoutée du port d'Anvers a fortement régressé en raison de la navigation maritime qui est à la traîne et de la baisse d'activités dans le secteur de la manutention des marchandises. Par ailleurs, la crise économique s'est surtout fait sentir dans le secteur de l'industrie, ce qui influence également l'activité dans le port. L'activité industrielle est plus importante dans la région portuaire d'Anvers que dans les autres ports.

Nos ports offrent une forte plus-value économique. Leur expertise, leur service de qualité et leur coopération constituent un atout économique. Nous devons cependant nous demander si la coopération de nos ports est suffisante mais il s'agit là d'un débat qui doit être mené au niveau de la Flandre.

Au niveau fédéral, des mesures de crise d'accompagnement globales ont été élaborées en matière de

chômage temporaire, de réduction des charges pour le travail en équipes et les heures supplémentaires. Les Régions sont compétentes en ce qui concerne la politique portuaire et, par conséquent, il appartient au gouvernement flamand de prendre éventuellement des mesures particulières pour le port d'Anvers. Le développement des ports maritimes constitue d'ailleurs une priorité dans le plan "*Vlaanderen in actie*" et les responsables des ports flamands se sont réunis, il y a deux semaines, avec le ministre flamand compétent afin de prendre des initiatives concrètes dans le cadre du plan Flanders Port Area. En ce qui concerne la flexibilité professionnelle, Zeebrugge présente apparemment de meilleurs résultats qu'Anvers mais inversement Zeebrugge peut encore beaucoup apprendre d'Anvers.

Chacun a été touché par la crise économique et financière. La question se pose de savoir comment nous pourrions rendre à nouveau le port compétitif. Il appartient aux responsables politiques flamands et fédéraux de trouver des solutions. Il serait préférable de conclure un accord de coopération entre les ports d'Anvers, de Gand et de Zeebrugge au lieu de stimuler la concurrence, sinon les investisseurs n'hésiteront pas à partir à Rotterdam, à Hambourg ou à Dunkerque.

01.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): L'emploi est précisément l'un des problèmes récurrents à Anvers, sans oublier la navigation intérieure qui constitue également un élément de la plate-forme logistique autour des ports. J'espère que le ministre me soutiendra dans le cadre de ma lutte pour des conditions de travail plus flexibles dans les clusters portuaires.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les pratiques mises en œuvre par des démarcheurs publicitaires malhonnêtes" (n° 594)**
- **M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la lutte contre les démarcheurs publicitaires" (n° 641)**
- **M. Bert Schoofs au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les mesures de lutte contre le démarchage publicitaire" (n° 660)**

02.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises la lutte contre les démarcheurs qui proposent à la vente des annonces publicitaires sans valeur en se présentant souvent comme une instance officielle ou en prétendant défendre une noble cause. Ils procèdent de manières diverses. Parfois, ils font corriger de fausses données concernant une adresse pour ensuite envoyer une facture salée aux entreprises qui auraient prétendument conclu une convention.

Il avait été dit que ce problème serait traité au mieux au moment de la présidence européenne de la Belgique. Apparemment, il continue de se poser car l'UNIZO vient de présenter son plan d'action contre les démarcheurs publicitaires.

Ce problème a-t-il été abordé au cours de la présidence européenne? Qu'advient-il des plaintes déposées auprès du service Contrôle et Médiation? Quels sont les chiffres? Le ministre de la Justice a déjà chargé le Collège des procureurs généraux de prendre des initiatives.

02.02 Karel Uyttersprot (N-VA): Toute une série de pratiques malhonnêtes consistent à extorquer de l'argent à des entreprises en échange du placement d'une publicité sans aucune valeur dans des guides tout aussi insignifiants, voire même inexistants. Les entreprises doivent même parfois acheter des "droits" sur leur propre logo.

Selon l'UNIZO, 400 millions d'euros sont ainsi extorqués annuellement aux entreprises présentes aux Pays-Bas.

Il est étonnant de constater que DAD, un de ces démarcheurs malhonnêtes, acquitté il y a deux semaines par un tribunal de Gand, peut déjà ressortir ses factures en souffrance.

Des plaintes ont également été déposées par l'Inspection économique, mais les suites de ces démarches ne sont pas toujours claires.

Le ministre peut-il nous éclairer sur l'ampleur du problème? Est-il en progression ou en régression? Les campagnes dissuasives lancées par l'UNIZO, le VOKA et d'autres organisations ont-elles porté leurs fruits? Le SPF Économie dispose-t-il d'une base de données des entreprises malhonnêtes? Serait-il possible de publier ces listes? Une concertation a-t-elle été mise en place avec le ministre de la Justice? Un plan en plusieurs étapes sera-t-il élaboré à l'échelon fédéral en vue de mieux mettre en garde les entreprises contre ce genre de pratiques?

02.03 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Depuis 2008, l'ampleur de ce phénomène a plus que doublé. Il a fait son apparition au début des années 2000. L'internet a beaucoup contribué à son émergence.

Un élément me semble important: beaucoup d'entreprises qui signalent ces pratiques n'ont souvent subi elles-mêmes aucun préjudice parce qu'elles n'acquittent pas les factures. Le fait que ce phénomène reçoive une plus grande attention a pour effet d'accroître la vigilance des entreprises.

Le SPF Économie a effectivement listé toutes les entreprises véreuses. Plus de trente d'entre elles ont eu des comptes à rendre à la justice et il n'est pas rare qu'elles proposent plusieurs publications. Moins d'un tiers de ces entreprises ont un lien avec notre pays. Elles possèdent un numéro de téléphone belge mais les appels à ce numéro sont instantanément détournés vers un call center situé à l'étranger. Ou elles ont une adresse fictive ou une adresse dans un centre d'affaires.

Les fédérations professionnelles ou les associations de protection des consommateurs diffusent sur leur site web les noms des prestataires de services concernés. Compte tenu de l'ampleur de ce problème et du préjudice total subi par nos entreprises, j'ai décidé de publier sur le site web du SPF Économie une liste de dénominations commerciales. Cela sera fait très prochainement. Une bonne information est en effet la meilleure arme.

La prévention ne suffit pas. Un travail de répression s'impose. Le SPF Économie analyse chaque plainte et enquête afin de constater l'infraction. Des sanctions peuvent être appliquées à tout auteur d'infraction sur la base de l'article 96 concernant les offres trompeuses, l'article 97 concernant les offres comportant une facture et l'article 98 concernant la pratique apparentée à un achat forcé selon la loi du 6 avril 2010. Les tribunaux condamnent aussi sur la base d'escroquerie et/ou de tentative d'escroquerie. Ces faits sont généralement portés à la connaissance des parquets compétents.

Au sein du SPF Économie, il existe en outre un *front office* qui réceptionne les déclarations, une possibilité de compléter un formulaire en ligne étant offerte. Ce problème est abordé à intervalles réguliers avec les parquets et le Collège des procureurs généraux.

Le 16 décembre 2008, le Parlement européen a adopté une résolution ayant trait aux entreprises qui offrent des services relatifs à des banques de données qui sont de nature trompeuse. Dans cette résolution, dont la finalité était de sensibiliser, les États membres étaient invités à appliquer le droit de l'Union relatif aux pratiques commerciales déloyales et la Commission européenne était conviée à assurer un suivi plus rapproché de la transposition du droit de l'Union, et à aider et conseiller les entreprises ayant déjà été victimes de ces pratiques.

Le 4 mars 2009, la Commission a adopté un dossier faisant suite à la résolution du Parlement dans lequel elle a mis l'accent sur une stratégie basée sur la sensibilisation, la coordination avec les autorités nationales et la prise en considération d'amendements au cadre législatif.

La résolution salue l'exemple belge pour ce qui est des moyens d'action offerts aux victimes. La question revient régulièrement au sein du Réseau international de Contrôle et de Protection des Consommateurs.

Les 4 et 5 novembre derniers, l'International Mass-Marketing Fraud Working Group a tenu à Bruges sa deuxième réunion, co-organisée par l'Inspection économique. Il a notamment été longuement question des fraudes concernant les guides d'entreprise. Des pays comme l'Australie et le Canada sont également confrontés à ce problème. Le groupe de travail projette d'analyser en profondeur le blanchiment d'argent et l'échange d'informations.

L'*Economic Inspection and Enforcement Day* a été organisé à Bruxelles en septembre dernier à mon

initiative dans le cadre de la présidence belge. Plusieurs recommandations ont été formulées, dont s'est inspiré le Conseil européen de la Concurrence du 11 octobre.

Dans le cadre du nouvel Acte pour le marché unique, la Commission européenne élaborera des mesures visant à mieux protéger les consommateurs mais aussi les entreprises face aux pratiques commerciales frauduleuses.

Ce dossier constitue une priorité absolue pour l'Inspection économique. J'ai demandé au ministre de la Justice que la question du suivi et de la condamnation des entreprises soit abordée avec les parquets. J'espère que des jugements interviendront rapidement.

Il a été décidé lors des *Economic Consumer and Protection Days* d'intensifier l'échange d'informations entre les différents pays et services d'inspection économique et de veiller à ce que des condamnations soient prononcées dans les autres pays.

02.04 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): La collaboration entre les groupes d'intérêt et les départements de la Justice et de l'Économie s'impose. Le fait que le ministre publiera sur son site web les noms des entreprises qu'il a identifiées constituent un signal important. Il s'agit d'un type de commerce qui s'adapte très rapidement à la réglementation. Des efforts permanents seront nécessaires.

02.05 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Je vérifierai également comment les autres groupes d'intérêt peuvent reprendre la liste qui sera publiée sur leur propre site. Malheureusement, les tribunaux et les parquets ne traitent pas ces dossiers de façon uniforme. Ces disparités anéantissent tout effort des organisations des classes moyennes qui "se mouillent". Le ministre doit examiner en concertation avec le ministre de la Justice ce qu'il y a lieu de faire.

02.06 **Vincent Van Quickenborne**, ministre (*en néerlandais*): M. De Clerck a bel et bien réagi, mais il ne peut intervenir dans des dossiers individuels. Il est effectivement fâcheux que, lorsque des responsables politiques fixent des priorités, des signaux divergents soient émis en cours de route.

La publication de la liste sur le site web constitue un choix délibéré, étant donné que le problème ne cesse de prendre de l'ampleur. Au cours des prochaines semaines, nous allons essayer de le combattre avec beaucoup plus de détermination. Je le ferai en concertation avec les membres de la commission et les fédérations. Tout indice est le bienvenu, car ces pratiques sont devenues un véritable fléau pour nos entreprises.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Ronny Balcaen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'obsolescence programmée des produits électriques et électroniques" (n° 574)**

- **M. Ronny Balcaen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'obsolescence programmée des produits électroniques et électriques" (n° 682)**

03.01 **Ronny Balcaen** (Ecolo-Groen!): Ma question porte sur l'obsolescence programmée des produits électriques et électroniques. Un rapport français des Amis de la Terre et du Centre national d'information indépendante sur les déchets explique qu'aujourd'hui, les fabricants planifient la fin d'un produit dès sa conception. Cette obsolescence est organisée au moyen de pièces détachées rares ou coûteuses, de produits non démontables ou non réparables, de la sophistication au détriment de la robustesse, voire via la délocalisation de la production, entraînant l'utilisation de matériaux de moins bonne qualité. Comme solution, ce rapport propose l'allongement de la durée de la garantie légale, l'affichage sur le produit de sa durée de vie ou encore l'interdiction des produits non réparables. Test-Achats suggère également d'allonger de six mois à deux ans la période du défaut de conformité. Quelle est votre position à ce sujet?

03.02 **Vincent Van Quickenborne**, ministre (*en français*): En effet, les processus de fabrication s'orientent de plus en plus vers une production de masse de produits plus sophistiqués, ce qui pose des questions de durabilité technique, mais également de durée de vie économique des produits, celle-ci étant influencée par

les souhaits des consommateurs. Les solutions proposées dans ce rapport doivent être examinées dans un cadre européen. Il ne serait pas raisonnable de prévoir des mesures nationales restrictives pour des produits circulant librement dans le marché unique.

L'extension de la durée de garantie légale et de la période du défaut de conformité est actuellement étudiée dans le cadre de la proposition de directive sur les droits des consommateurs. Le ministre compétent en matière de développement durable pourrait aussi se prononcer sur d'autres pistes.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les conséquences de l'arrêt de la Cour de Justice européenne relatif à la taxe Auvibel" (n° 637)

04.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): En Belgique, les fabricants de supports ou d'appareils permettant de copier des œuvres sonores ou audiovisuelles sont tenus de payer une rémunération à Auvibel.

En Espagne, la société Padawan a refusé de payer la redevance pour copie privée, celle-ci étant imposée sans distinction entre usage privé, professionnel ou commercial. Ce litige a fait l'objet d'un arrêt de la Cour de Justice.

Quelle est l'incidence de cet arrêt sur la taxe Auvibel perçue en Belgique? N'est-elle pas davantage conforme à la directive relative aux droits d'auteur? Le ministre entend-il modifier la réglementation? De quelle manière la rémunération Auvibel est-elle perçue aujourd'hui? Comment opérer une distinction pratique entre des supports numériques utilisés à des fins privées ou professionnelles au moment de la perception? Peut-on s'attendre à bref délai à une baisse sensible du prix de nos clés USB?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'arrêt stipule qu'une fois l'installation, les appareils et les supports mis à la disposition de personnes physiques pour un usage privé, il n'est pas nécessaire de constater s'ils ont effectivement réalisé des copies privées avec ce matériel. Le simple fait que les appareils en question permettent de réaliser des copies à usage privé suffit à justifier l'application de la redevance pour copie privée. La Cour estime dès lors que l'application indifférenciée de la redevance n'est pas conforme à la directive.

La commission consultative en matière de copie privée se réunit en décembre 2010 pour analyser les conséquences de l'arrêt. Conformément à la loi, la commission consultative doit fournir un avis sur d'éventuelles adaptations. Je n'exclus pas la nécessité d'une adaptation de la réglementation sur la base de cet avis.

Les modalités pratiques de la perception de la taxe Auvibel sont contenues dans l'article 5 de l'arrêté royal relatif au droit à rémunération. Le redevable est obligé de fournir mensuellement à Auvibel une déclaration avant le vingtième jour qui suit le mois sur lequel porte ladite déclaration. Cette obligation vaut également pour les mois pour lesquels le redevable n'a rien à déclarer. La déclaration mensuelle mentionne pour les appareils et les supports le nombre, les propriétés ainsi que la capacité d'enregistrement. Auvibel rédige alors une facture sur la base de la déclaration. Les fabricants et les grossistes paient dans un délai de 60 jours la redevance pour copie privée.

J'ai également soumis à la commission consultative le problème concernant la distinction entre usage privé et usage professionnel.

04.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Nous reviendrons sur le sujet à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine, lorsque la commission de consultation aura donné de ses nouvelles.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la mobilité bancaire" (n° 639)

05.01 Karine Lalieux (PS): Un code de conduite est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2009 quant à la mobilité bancaire. Cependant, les règles auxquelles les banques sont libres d'adhérer ne sont pas contraignantes. Une enquête a montré que leur respect est aléatoire; les délais ne sont pas respectés et les frais de fermeture deviennent des frais indirects. Les banques sont opposées à une mobilité intégrant la permanence des numéros de compte.

Ne revient-il pas aux banques d'effectuer les démarches consécutives à leur refus? Les frais indirects ne devraient-ils pas être considérés comme des frais de fermeture cachés? La gratuité totale ainsi que le respect des délais ne devraient-ils pas être assurés par une loi?

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): Dans 99 % des cas, les banques ont pu respecter le délai de dix-huit jours, applicable jusqu'au 1^{er} novembre dernier, le délai moyen étant de huit jours. Les systèmes de paiement européens ne permettent pas de conserver le même numéro de compte parce que l'utilisation du BIC, identifiant de la banque, est obligatoire.

Les banques prennent en charge une bonne partie des démarches à effectuer en cas de changement de banque.

La seule véritable démarche du consommateur consiste à avertir ses débiteurs.

L'augmentation possible du taux hypothécaire relève de l'offre conjointe de produits financiers. La loi prévoit l'autorisation de ce type d'offres. Une ristourne pour le prêt hypothécaire n'est pas un frais caché; le client en a été préalablement informé. La gratuité de la fermeture du compte est prévue par la directive du 13 novembre 2007 et la loi du 10 décembre 2009. L'autorégulation du secteur fonctionne bien, ce qui manque est l'information du client.

05.03 Karine Lalieux (PS): Il me semble que dans la loi sur les pratiques du commerce, les ventes conjointes sont encore interdites pour les produits financiers. Or vous venez de me dire le contraire. Ou alors je n'ai rien compris à la loi que nous avons votée!

05.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): Non, mais vous n'avez certainement pas tout lu. Le principe est l'interdiction, sauf exceptions par la loi. Or cette exception explicite est prévue par la loi.

05.05 Karine Lalieux (PS): Concernant le prêt hypothécaire et le compte courant?

05.06 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): Absolument. Là, le principe est l'interdiction, sauf exceptions.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le point de contact pour les plaintes dans le domaine de la construction" (n° 746)

06.01 Peter Logghe (VB): Il y a sept mois, un point de contact a été mis en place pour les candidats-bâisseurs mécontents. Jusqu'à présent, un millier de plaintes ont déjà été introduites.

Combien de plaintes concernaient des agents immobiliers et combien des entrepreneurs? Pouvez-vous ventiler les plaintes par Région? Quelles suites sont réservées à ces plaintes? Dans quel délai les citoyens peuvent-ils escompter des résultats? Comment les citoyens sont-ils informés de la procédure et de la suite donnée à la plainte?

06.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Entre 90 et 95 % des plaintes concernent des entreprises de construction incompetentes. Aucune plainte n'a été déposée à l'encontre d'agents immobiliers identifiables. Le programme "*Red mijn huis*", qui est à l'origine de la mise en place du point de contact, est une initiative flamande. Aucune plainte relative à des problèmes de construction n'a encore été enregistrée en dehors de la Région flamande.

L'examen des plaintes fait principalement ressortir un besoin d'informations claires et spécifiques concernant les différentes étapes de la construction d'une maison. Toutes les plaintes ont fait l'objet d'un suivi individuel sous forme de conseils, d'avis, d'informations sur les procédures de conciliation, l'aide juridique, les procédures de faillite et le rôle de l'architecte, ainsi que par la diffusion d'informations techniques. Le délai moyen de traitement des plaintes est de cinq jours. Bon nombre d'entre elles ont trait à des litiges déjà pendants devant les tribunaux, auquel cas aucune intervention n'est possible.

La communication se fait de deux manières. Les plaintes introduites font l'objet d'une réponse directement adressée aux plaignants, tandis que des informations susceptibles d'intéresser un public plus large sont diffusées par le biais du site internet du SPF Économie.

Les résultats du travail effectué par le point de contact font actuellement l'objet d'une évaluation. Le flux des plaintes doit faire l'objet d'un suivi plus constant. Une brochure sera élaborée dans la perspective du prochain salon Batibouw; elle contiendra les réponses à des questions fréquemment posées (FAQ) par des candidats à la construction ou à la rénovation. Au début de l'année 2011, le SPF Économie entamera une concertation avec le secteur sur la mise en place d'un organe de médiation permanent. Nous voulons également évoquer la possibilité de mettre au point des contrats types dans lesquels figureraient obligatoirement un certain nombre de clauses légales.

06.03 Peter Logghe (VB): Est-il prévu d'élargir ce point de contact à la partie francophone du pays?

06.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Si une émission de télévision francophone en fait la demande, ce serait évidemment possible.

Nous avons suivi une approche inversée pour le fonctionnement du point de contact. Nous avons en effet obligé nos agents à se mettre à la place du consommateur plutôt que de se fonder initialement sur la position de l'autorité publique. Cette approche s'avère fructueuse. Selon nos premières conclusions, le point de contact fonctionne bien. Nous travaillons en bonne collaboration avec les maisons de justice et la Commission de Conciliation Construction.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question suivante à l'ordre du jour concerne le brevet européen. Je tiens à rappeler à M. Logghe qu'il a déjà longuement interrogé le ministre à ce sujet il y a deux semaines.

07 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'avenir du brevet européen" (n° 1084)

07.01 Peter Logghe (VB): Lorsque j'ai posé ma première question, la proposition entre-temps rejetée par l'Italie et l'Espagne était encore pendante.

Comment voyez-vous l'avenir de ce dossier? Le brevet européen est-il mort et enterré? Qu'en est-il de l'idée lancée par les Pays-Bas et l'Irlande de développer par exemple une sorte de mini-brevet européen? Serait-il utile que la Belgique rejoigne cette initiative? Pourquoi ne nous y employons-nous pas encore? Où en est ce dossier?

07.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Le dossier du brevet commun sera examiné au cours du Conseil Concurrence du 25 novembre. Cinq États membres, à savoir l'Irlande, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni ont en effet adressé un courrier à la Commission européenne pour lui demander, en l'absence d'un accord, d'examiner les possibilités d'une collaboration renforcée. La présidence belge attend l'organisation de ce débat.

Une collaboration renforcée impliquerait la possibilité de créer une sorte de titre de brevet commun valide sur le territoire des États membres participants. J'ignore si ce brevet serait tellement "mini". Cette initiative permettrait d'améliorer considérablement le coût et la sécurité juridique de ces documents. L'attractivité de ce titre commun dépendra bien sûr du nombre de pays participants. Les États membres devraient avoir la possibilité de rejoindre le système a posteriori.

La Belgique n'est pas cosignataire de la lettre des États membres, dans laquelle la Commission est invitée à étudier la possibilité d'une coopération renforcée, parce que dans le cadre de la présidence belge elle doit pour l'heure adopter une attitude de neutralité.

07.03 Peter Logghe (VB): Je comprends cette obligation de neutralité, mais si le brevet européen est considéré comme mort et enterré, j'ai surtout du mal à supporter l'attitude inconséquente du ministre qui s'est toujours montré favorable à un droit des brevets aussi simple que possible. Les économies néerlandaise et suédoise sont les protagonistes du brevet européen version mini et j'estime que nous devons également agir en ce sens. Mais peut-être cela sera-t-il bientôt le cas.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Veerle Wouters au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les ouvertures de crédit 'Cash Facility'" (n° 1114)

08.01 Veerle Wouters (N-VA): Le 1^{er} décembre, une nouvelle loi relative au crédit à la consommation entrera en vigueur. Elle prévoit notamment un apurement mensuel des comptes à vue. Or certaines banques proposent des ouvertures de crédit du type "Cash Facility", présentées explicitement comme une nouvelle possibilité d'aller sans trop de difficultés en négatif, pour des montants encore plus importants et pour une plus longue période.

L'admissibilité de cette publicité sera-t-elle évaluée? De quelle manière le lien entre la situation du compte à vue et le recours à une telle ouverture de crédit sera-t-il établi? Le ministre entend-il vérifier s'il est question d'un automatisme ou non? Certaines dispositions légales ne risquent-elles pas d'être bafouées? Le ministre entend-il vérifier si la solvabilité du demandeur est suffisamment évaluée? Entend-il assurer le suivi des chiffres relatifs à ce type d'ouvertures de crédit afin d'évaluer l'incidence de la nouvelle loi et de la modifier, si besoin était.

08.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Les institutions financières devront adapter leurs produits au 1^{er} décembre, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative au crédit à la consommation. Il s'agira notamment de la facilité de découvert pour les montants inférieurs à 1 250 euros dont le remboursement pourra s'effectuer dans les trois mois. Ces produits, qui ne relevaient pas de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, ont été inclus dans la nouvelle loi. Les clients peuvent choisir entre la cessation de la facilité de crédit et une autre solution conforme à la loi.

La nouvelle loi prévoit trois possibilités: une facilité de découvert sur le compte à vue impliquant un remboursement dans le mois, cette solution n'étant soumise qu'à un faible nombre de dispositions de la loi, une facilité de découvert sur le compte à vue impliquant un remboursement dans les trois mois, soumise à un plus grand nombre de dispositions légales, et enfin, une ouverture de crédit permettant un remboursement à plus long terme, une option concernée par l'ensemble de la loi.

L'exemple cité relève de la première catégorie. La banque concernée en a informé ses clients par courrier, soulignant à cette occasion l'existence d'une autre formule de crédit.

Il est exact que la loi interdit aujourd'hui déjà de faire de la publicité qui met illicitement en évidence la facilité ou la rapidité avec laquelle on peut obtenir un crédit. Il s'agit toutefois en l'occurrence d'un courrier personnalisé par lequel la banque informe le client de la modification d'un crédit en cours à la suite des nouvelles règles. Il peut donc difficilement être question de publicité. Par ailleurs, rien n'est promis en ce qui concerne la souplesse de l'acceptation ou l'absence d'analyse de la solvabilité du demandeur. Il est en outre clairement précisé que cette proposition de substitution ne lie le client qu'après la signature d'un contrat après approbation du dossier.

Ce produit est considéré dans la nouvelle loi comme un découvert autorisé sur un compte à vue. Il est évident que les établissements de crédit sont tenus de respecter les nouvelles dispositions légales en la matière.

Le même principe s'applique à l'estimation de la solvabilité du client. Cette obligation a encore été renforcée dans la nouvelle loi en prévoyant des sanctions pénales, au lieu de se limiter aux sanctions civiles, lorsqu'une banque ne tient pas compte du profil du client. Le projet d'arrêté royal précise en outre que le prêteur est tenu de conserver pendant un certain délai la preuve de la consultation de la Centrale pour crédits aux particuliers. L'objectif est de s'assurer qu'un contrôle de la solvabilité de la personne a effectivement été effectué. Nous souhaitons donc également améliorer le contrôle.

Nous voulons absolument éviter d'être confrontés à une situation identique à celle que nous avons connue en Irlande et aux États-Unis, où des crédits excessifs ont été accordés aux consommateurs.

Il serait un peu déplacé d'amender la loi avant qu'elle n'entre en vigueur. Nous analyserons comment se déroule l'octroi de crédit sur la base des données chiffrées de la Centrale des crédits aux particuliers. Si d'autres problèmes se manifestent, nous devrons y prêter attention.

08.03 Veerle Wouters (N-VA): Il vaut mieux qu'une personne n'obtienne pas un crédit qui la mettra en difficulté. Je me réjouis donc que le ministre suit cette problématique et que les sanctions pour les banques seront plus sévères.

L'incident est clos.

Président: Peter Logghe.

09 Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'abus de position dominante des AMP" (n° 1124)

09.01 Karine Lalieux (PS): Le groupe AMP contrôle la distribution de 90 % des journaux et magazines en Belgique. C'est un quasi-monopole dont profitent les AMP pour prendre des décisions comme le doublement des frais de port ou la modification du contrôle des invendus. La situation de très nombreux libraires ne va qu'en se dégradant et leurs relations déséquilibrées avec cette entreprise dominante n'arrangent évidemment rien.

Pourriez-vous nous renseigner sur l'état des différentes procédures en cours contre les AMP? À partir du moment où le tribunal de commerce de Bruxelles a reconnu la position dominante des AMP, ne pourrait-on pas s'adresser à la Commission des clauses abusives ou au Conseil de la concurrence pour trouver une solution?

09.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en français): Une plainte a été déposée le 2 mars 2010 auprès du Conseil de la concurrence par, entre autres, Prodipresse et la "Vlaamse Federatie van Persverkopers" contre les AMP. Elle porte sur le doublement des frais de port ainsi que sur la mise en place du système Axon relatif au contrôle des invendus. Elle est en cours d'instruction.

La loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur ne concerne que les relations entre une entreprise et le consommateur. La Commission des clauses abusives ne peut donc être saisie.

L'incident est clos.

10 Question de M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le fonctionnement et le contrôle des centres De Groote" (n° 1105)

10.01 Karel Uyttensprot (N-VA): La loi du 13 janvier 1947 a créé les centres De Groote, les centres de recherche collective. Il en existe neuf actuellement. Ces centres paient une redevance sur leur fonctionnement sur la base du chiffre d'affaires.

Quelle est la structure juridique des centres De Groote? Qu'en est-il du contrôle sur l'affectation des moyens de ces centres? Sont-ils tenus d'introduire un bilan ou de déposer des comptes annuels? Disposent-ils d'un droit de publication? Quel est le chiffre d'affaires des différents centres? Existe-t-il une coordination entre les centres? Sont-ils tenus de faire rapport à une certaine instance? Qu'en est-il des modalités de plainte contre un tel centre? Tous les secteurs sont-ils représentés dans les centres De Groote? Certains secteurs sont-ils exemptés de taxes ou de redevances?

10.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Les centres De Groote sont des organisations animées d'une finalité non lucrative avec un statut d'ASBL. Ils fonctionnent grâce aux cotisations obligatoires pour tous les membres du secteur concerné.

Le SPF Économie est représenté dans les organes de direction des centres De Groote et quelques centres assimilés. Le contrôle est ainsi assuré. Les rapports annuels des centres peuvent être consultés. Chaque secteur dans lequel un centre De Groote a été créé a instauré son propre système pour le calcul de la cotisation obligatoire. Celle-ci varie de 5 à 80 % des revenus des centres.

L'Union des Centres de Recherche Collective fait office d'organisation faîtière et de coordination. Le SPF Économie soutient les actions intersectorielles des centres.

Les centres ont été créés afin de rapprocher les entreprises des centres de recherche. Les entreprises du secteur sont représentées dans les organes d'administration des centres et participent à la définition d'une stratégie.

Une entreprise mécontente peut prendre contact avec le centre proprement dit, avec le SPF Économie ou avec sa fédération sectorielle.

Les centres ne couvrent pas tous les secteurs. Si légalement la possibilité existe effectivement, il appartient aux entreprises du secteur de prendre l'initiative elles-mêmes. Les secteurs qui disposent d'un centre De Groote, sont le textile (Centexbel), le ciment (OCCN), la céramique et le verre (CWOBkN), le secteur technologique (Sirris), la construction routière (CRR), l'industrie de la construction (CSTC), le bois (CTIB-TCHN), le diamant (CRSTID), la brasserie et la malterie (CBM).

Une cotisation n'est due que dans les secteurs dans lesquels les entreprises ont créé un tel centre de leur propre initiative. En échange, elles peuvent compter sur des services intéressants gratuits ou à prix réduit.

10.03 Karel Uyttensprot (N-VA): L'instance de recours est-elle le SPF Économie ou le secteur proprement dit?

10.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Les entreprises doivent d'abord s'adresser à leur propre centre. Si le centre n'intervient pas, il convient de se tourner vers la fédération sectorielle ou le SPF Économie.

L'incident est clos.

11 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le pool de remplacement pour les entrepreneurs" (n° 962)

11.01 Peter Logghe (VB): Le pool de remplacement pour les entrepreneurs a été mis en place dans le but de créer une plate-forme capable de coordonner l'offre et la demande des indépendants et des candidats remplaçants.

Le travailleur indépendant désireux de se faire remplacer temporairement peut faire appel à un registre tenu par le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie. Ensuite, il signe avec son remplaçant un contrat

de remplacement comportant plusieurs mentions obligatoires, à savoir la durée du contrat, certains articles de la loi, le numéro d'entreprise et les actes juridiques que l'entrepreneur remplaçant peut accomplir pour le compte de l'entreprise. Pour le reste, les parties sont libres.

Plusieurs organisations craignent que le nombre de règles établies en la matière soit trop restreint. Ne serait-il pas utile d'inclure également des dispositions portant sur le secret des affaires et la confidentialité? Certains sont également inquiets du manque d'opposabilité de ce contrat de remplacement à des tiers tels que des créanciers ou des clients. L'opposabilité ne doit-elle pas être régie par la loi? Un entrepreneur de remplacement peut-il estimer que sa propre responsabilité n'est pas engagée ou limiter cette responsabilité à certains actes graves?

11.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Effectivement, dans le contrat de remplacement pour les indépendants, ne sont légalement obligatoires qu'un nombre limité de mentions. Pour le surplus, il est prévu, d'une part, que les parties sont libres et, d'autre part, que les règles du droit commun sont d'application. Inclure des mentions plus détaillées aurait comme corrolaire une limitation de la liberté dont jouissent les parties.

En élaborant un contrat-type, nous voulions surtout offrir une aide et rappeler les principes du droit général des contrats, en ce compris l'opposabilité aux tiers et la responsabilité. Ce contrat-type est disponible sur le site internet www.entrepreneurremplacant.be. Les formalités limitées et le choix qui a été fait de ne pas déroger au droit commun sont garants de la grande souplesse du système. Ce contrat-type peut être utilisé pour toutes les activités. Les deux parties peuvent toujours inclure davantage de détails dans le contrat.

11.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Quel est le résultat des spots publicitaires à la radio à ce sujet?

11.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore beaucoup d'entrepreneurs remplaçants ni de candidats, puisque nous n'avons pas encore beaucoup d'information. Comme gouvernement en affaires courantes, nous ne pouvons pas en faire plus de publicité.

La SPRL Starter est un nouveau système. Un grand nombre d'indépendants ne savent par exemple pas que leur statut de travailleur indépendant leur permet de faire appel à une assurance d'un an en cas de faillite.

11.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Les PME et les grandes entreprises peuvent-elles également faire appel au pool de remplacement?

11.06 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Non, il faut être indépendant, et le candidat entrepreneur remplaçant aussi.

Il existe un contrat-type valable pendant 30 jours, à quelques exceptions près. L'entrepreneur remplaçant ne doit payer que 75 euros pour s'inscrire par le biais du guichet unique. C'est un système pratique.

11.07 Peter Logghe (VB): Il se pourrait qu'une souplesse excessive dissuade certains entrepreneurs. Un entrepreneur remplaçant peut-il limiter sa responsabilité?

11.08 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Oui, sauf si l'on enfreint le droit.

11.09 Peter Logghe (VB): Oui, évidemment. Nous ne manquerons pas de revenir sur ce dossier.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 04.

De vergadering wordt geopend om 14.27 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de achteruitgang van de directe toegevoegde waarde van de Belgische havens" (nr. 550)

01.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De Nationale Bank heeft bekendgemaakt dat de bijdrage van de Belgische zeehavens aan de economie dit jaar met 12 procent is achteruitgegaan. Vooral de haven van Antwerpen hinkt achterop. De werkgelegenheid ging er met 3 procent achteruit.

Kan de minister de cijfers toelichten? Waarom is de Antwerpse haven het zwaarst getroffen? Welke maatregelen zijn er mogelijk?

01.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): De Nationale Bank meldde voor 2009 een daling van de trafiek in de Belgische havens. De daling van de trafiek in de haven van Antwerpen bedroeg 16 procent. De toegevoegde waarde van alle Belgische havens daalt met 11,7 procent en die van Antwerpen met 15,6 procent. De werkgelegenheid daalde in alle havens met 3,3 procent tegenover 2,9 procent in Antwerpen.

De financieel-economische crisis heeft uiteraard ook onze havens en de internationale handel getroffen. In een rapport van de VN uit 2010 is de jaarbalans van de wereldhandel -13 procent, ondanks licht herstel in de tweede helft van 2009. De handelsstromen namen met 30 tot 50 procent af. De zeevaart is daar uiteraard het slachtoffer van.

Volgens de Nationale Bank is de toegevoegde waarde van de haven van Antwerpen sterk gedaald door de slabakkende zeevaart en de afgenomen activiteit in de goederenbehandeling. Daarnaast was de economische crisis vooral te voelen in de industrie, wat ook de bedrijvigheid in de haven beïnvloedt. Het havengebied van Antwerpen omvat een grotere industriële bedrijvigheid dan bij de andere havens.

Onze havens bieden een sterke economische meerwaarde. Hun expertise, kwalitatieve dienstverlening en samenwerking zijn een economische troef. We moeten ons wel afvragen of onze havens voldoende samenwerken, maar dat is een debat dat vooral op het Vlaamse niveau gevoerd moet worden.

Op federaal niveau werden globale begeleidende crisismaatregelen uitgewerkt inzake tijdelijke werkloosheid, lastenverlaging voor ploegenarbeid en overuren. De Gewesten zijn bevoegd voor het havenbeleid en bijgevolg is het aan de Vlaamse regering om eventueel bijzondere maatregelen te treffen voor de Antwerpse haven. Het ontwikkelen van de zeehavens is trouwens een prioriteit in het plan 'Vlaanderen in actie' en de verantwoordelijken van de Vlaamse havens vergaderden twee weken geleden nog met de bevoegde Vlaamse minister om concreet initiatieven te nemen in het kader van Flanders Port Area. Wat de arbeidsflexibiliteit betreft, doet Zeebrugge het blijkbaar beter dan Antwerpen, maar omgekeerd kan Zeebrugge nog veel van Antwerpen leren.

Iedereen deelde in de klappen van de economische en financiële crisis. De vraag is hoe we de haven terug competitief kunnen maken. Het is de taak van de Vlaamse en federale beleidsverantwoordelijken om daar iets aan te doen. We kunnen beter een samenwerkingsverband tussen de havens van Antwerpen, Gent en Zeebrugge opstellen dan de concurrentiestrijd aanwakkeren, anders zullen de investeerders snel naar Rotterdam, Hamburg of Duinkerken uitwijken.

01.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Precies de werkgelegenheid is een van de blijvende problemen in Antwerpen, en dan hadden we het nog niet over de binnenvaart, die ook een onderdeel is van de logistieke draaischijf rond de havens. Ik hoop dat de minister mij zal steunen in mijn strijd voor meer flexibele arbeidsvoorwaarden in de havenclusters.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de praktijken van malafide reclamers" (nr. 594)

- de heer Karel Uyttersprot aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de strijd tegen de reclameronselaars" (nr. 641)
- de heer Bert Schoofs aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de aanpak van de reclameronselaars" (nr. 660)

02.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): We hebben het al meermaals gehad over de strijd tegen reclameronselaars die waardeloze advertenties aan de man brengen, vaak onder het voorwendsel dat zij een officiële instantie zijn of een goed doel dienen. Zij doen dat op allerlei manieren, zoals het laten verbeteren van foute adresgegevens, waarna ze gepeperde facturen sturen naar bedrijven die zogezegd een overeenkomst zijn aangegaan.

Eerder werd gezegd dat dit best aan bod kon komen tijdens het Europees voorzitterschap van België. Blijkbaar is het probleem nog niet van de baan, want UNIZO kwam pas nog met een actieplan tegen reclameronselaars naar buiten.

Werd dit probleem aangekaart tijdens het Belgische voorzitterschap? Wat gebeurt er met klachten bij de dienst Controle en Bemiddeling? Wat zijn de cijfers? De minister van Justitie gaf het College van procureurs-generaal al opdracht om acties te ondernemen.

02.02 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Er bestaat een hele waaier aan malafide praktijken om bedrijven geld af te troggelen voor waardeloze publiciteit in waardeloze of zelfs onbestaande gidsen. Soms moet een bedrijf zelfs 'rechten' op zijn eigen logo betalen.

Volgens UNIZO worden in Nederland bedrijven jaarlijks 400 miljoen euro lichter gemaakt met dergelijke praktijken.

Merkwaardig is dat DAD, een van die malafide ronselaars, twee weken geleden in Gent is vrijgesproken en dus al zijn achterstallige facturen weer uit de kast kan halen.

Er zijn ook klachten van de Economische Inspectie, maar de gevolgen zijn niet altijd eenduidig.

Kan de minister ons de omvang van het probleem schetsen? Neemt het toe of af? Hebben de ontradingscampagnes van UNIZO, VOKA en andere organisaties resultaat? Beschikt de FOD Economie over een databank waarin de malafide bedrijven worden opgelijst? Is het mogelijk die lijsten te publiceren? Is er overleg met de minister van Justitie? Komt er op federaal niveau een stappenplan om de ondernemingen beter te waarschuwen tegen dit soort van praktijken?

02.03 **Minister Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Sinds 2008 is het fenomeen meer dan verdubbeld. Het is opgedoken begin jaren 2000. Dat had veel te maken met het internet.

Belangrijk is wel dat veel bedrijven die de praktijken melden, vaak geen schade hebben geleden omdat ze de facturen niet betalen. Door de grotere aandacht voor het fenomeen zijn bedrijven veel alerter geworden.

De FOD Economie houdt inderdaad een lijst bij van alle malafide bedrijven. Ruim 30 werden aangeklaagd en vaak blijkt dat ze meerdere publicaties aanbieden. Minder dan een derde van die bedrijven heeft een band met ons land. Ze hebben een Belgisch telefoonnummer dat onmiddellijk naar een buitenlands callcenter wordt afgeleid, of een vals adres of een adres in een zaken centrum.

Beroepsfederaties of verenigingen ter bescherming van de consument verspreiden de namen van de betrokken dienstverleners via hun website. Gelet op de omvang van het probleem en van de totale schade aan onze bedrijven, heb ik besloten om een lijst van commerciële benamingen op de website van de FOD Economie te plaatsen. Dat zal binnenkort gebeuren. Goed informeren is immers het beste wapen.

Naast preventie is er ook nood aan repressie. De FOD Economie analyseert elke klacht en voert onderzoek om de inbreuk vast te stellen. Bestrafing is mogelijk op basis van artikel 96 over een misleidend aanbod, artikel 97 over een aanbod dat een factuur bevat, en artikel 98, over de praktijk die lijkt op een afgedwongen aankoop volgens de wet van 6 april 2010. Rechtbanken veroordelen ook op grond van oplichting en/of poging tot oplichting. De feiten werden meestal meegedeeld aan de bevoegde parketten.

Binnen de FOD Economie bestaat ook een frontoffice dat de aangiften ontvangt, met de mogelijkheid online een formulier in te vullen. De problematiek wordt regelmatig besproken met de parketten en met het College van procureurs-generaal.

Op 16 december 2008 heeft het Europees Parlement een resolutie aangenomen over bedrijven die misleidende gegevensbankdiensten aanbieden. De resolutie wilde sensibiliseren, verzocht de lidstaten het recht van de Unie betreffende oneerlijke handelspraktijken toe te passen en vroeg de Europese Commissie de omzetting van het recht van de Unie scherper op te volgen en de ondernemingen die al het slachtoffer werden van deze praktijk, te helpen en te adviseren.

Op 4 maart 2009 heeft de Commissie een vervolgdossier op de resolutie van het Parlement goedgekeurd waarbij ze de nadruk legde op een strategie gebaseerd op sensibilisering, coördinatie met de nationale overheden en het overwegen van amendering van het wetgevende kader.

De resolutie juicht het Belgische voorbeeld toe omwille van de actiemogelijkheden voor de gedupeerden. Het thema wordt ook regelmatig aangesneden binnen het International Consumer Protection and Enforcement Network.

Op 4 en 5 november werd in Brugge de tweede vergadering gehouden van de International Mass-Marketing Fraud Working Group, mede georganiseerd door de Economische Inspectie. Er werden discussies gevoerd over het bedrog met onder meer bedrijfsgidsen. Landen als Australië en Canada worden ook met deze problematiek geconfronteerd. De werkgroep plant grondige analyses over specifiek het witwassen van geld en gegevensuitwisseling.

In september werd in het kader van het Belgische voorzitterschap op mijn initiatief de Economic Inspection and Enforcement Day in Brussel georganiseerd. Er werd een aantal aanbevelingen geformuleerd, waarvan de EU-raad Concurrentievermogen van 11 oktober werk heeft gemaakt.

De Europese Commissie zal in het kader van de nieuwe Single Market Act maatregelen uitwerken om naast consumenten ook bedrijven beter te beschermen tegen oneerlijke handelspraktijken.

Dit dossier is een absolute prioriteit voor de Economische Inspectie. Ik heb de minister van Justitie gevraagd om ervoor te zorgen dat de opvolging en de veroordeling van de bedrijven bij de parketten wordt aangekaart. Ik hoop dat Justitie snel uitspraken doet.

Op de *Economic Consumer and Protection Days* hebben we afgesproken om de informatie-uitwisseling tussen de verschillende landen en economische inspecties te verbeteren en ervoor te zorgen dat in andere landen veroordelingen worden uitgesproken.

02.04 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Er is samenwerking nodig tussen de belangenorganisaties en de departementen Justitie en Economie. Het is belangrijk dat de minister de namen van firma's die hij kent, zal publiceren op zijn website. Dit is een vorm van handel die zich heel snel aanpast aan de regelgeving. Er moeten blijvende inspanningen worden geleverd.

02.05 **Karel Uyttensprot** (N-VA): Ik zal ook nagaan hoe andere belangenorganisaties de lijst die zal worden gepubliceerd, op hun sites kunnen overnemen. Het is vervelend dat er geen eenduidigheid bestaat bij de rechtbanken en de parketten. Dit doet de inspanningen van de middenstandsorganisaties en kmo's die hun nek uitsteken, teniet. De minister moet samen met de minister van Justitie nagaan wat er kan worden

ondernomen.

02.06 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Minister De Clerck heeft echt wel gereageerd, maar hij kan niet tussenbeide komen in individuele zaken. Het is inderdaad vervelend dat, als politici prioriteiten bepalen, men *en cours de route* andere signalen krijgt.

De publicatie van de lijst op de website is een bewuste keuze omdat het probleem zich verder verspreidt. We zullen proberen er de komende weken agressiever tegen in te gaan. Ik zal dit doen in samenspraak met de commissieleden en met de federaties. Elke tip is welkom, want het is een pest geworden voor onze bedrijven.

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Ronny Balcaen aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de geprogrammeerde veroudering van elektrische en elektronische toestellen" (nr. 574)
- de heer Ronny Balcaen aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de geplande veroudering van elektronische en elektrische producten" (nr. 682)

03.01 **Ronny Balcaen** (Ecolo-Groen!): Mijn vraag gaat over de geprogrammeerde veroudering van elektrische en elektronische toestellen. Volgens een Frans rapport van *Les Amis de la Terre* en het *Centre national d'information indépendante sur les déchets* (nationaal centrum voor onafhankelijke informatie over afval) bepalen de fabrikanten in de ontwerpfasen al hoelang een product mag meegaan: de levensduur van het product wordt als het ware voorgeprogrammeerd. Om de veroudering te bespoedigen werkt men met schaarse of dure reserveonderdelen en met producten die niet gedemonteerd of hersteld kunnen worden, wordt de stevigheid opgeofferd aan de geavanceerdheid, of wordt de productie gedelokaliseerd, waardoor er materialen van mindere kwaliteit worden gebruikt. Als oplossing wordt er in het rapport voorgesteld de duur van de wettelijke garantie te verlengen, de levensduur op het product te vermelden of niet-repareerbare producten te verbieden. Test-Aankoop stelt eveneens voor de termijn waarbinnen het gebrek aan overeenstemming van de goederen met de overeenkomst zich moet manifesteren, van zes maanden tot twee jaar te verlengen. Wat is uw standpunt hierover?

03.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Frans*): De productieprocessen zijn immers almaar meer gericht op de massafabricage van geavanceerdere producten. Dat doet vragen rijzen omtrent de technische duurzaamheid, maar ook omtrent de economische levensduur van het product, die beïnvloed wordt door de wensen van de consument. De in dit rapport voorgestelde oplossingen moeten aan een Europees kader getoetst worden. Men kan redelijkerwijs geen restrictieve nationale maatregelen treffen voor producten die onder het vrije verkeer van goederen vallen op de interne markt.

In het kader van het voorstel voor een richtlijn over de consumentenrechten buigt men zich thans over een langere wettelijke garantie en een langere termijn waarbinnen het gebrek aan overeenstemming van de goederen met de overeenkomst zich moet manifesteren. De minister die over duurzame ontwikkeling gaat, kan zich ook over andere pistes uitspreken.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de gevolgen van de uitspraak van het Europese Hof van Justitie voor de Belgische Auvibel-taks" (nr. 637)**

04.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): In België wordt door de fabrikanten van dragers of toestellen waarmee het kopiëren van geluids- of audiovisuele werken mogelijk is, een vergoeding aan Auvibel betaald.

In Spanje weigerde de vennootschap Padawan de heffing voor het kopiëren voor privégebruik te betalen, omdat die werd toegepast zonder onderscheid tussen privégebruik, professioneel of commercieel gebruik. Dat resulteerde in een arrest van het Hof van Justitie.

Wat is de invloed van dat arrest op de Belgische Auvibel-taks? Is onze taks dan ook niet in overeenstemming

met de auteursrichtlijn? Zal de minister de regelgeving aanpassen? Hoe gebeurt de Auvibel-heffing momenteel? Hoe kan bij de inning een praktisch onderscheid worden gemaakt tussen digitale opslagmedia die voor particuliere dan wel voor professionele doeleinden worden aangewend? Kunnen wij ervan uitgaan dat onze USB-sticks binnenkort veel goedkoper zullen worden?

04.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het arrest bepaalt dat, eenmaal de installaties, apparaten en dragers ter beschikking worden gesteld van natuurlijke personen voor privégebruik, het niet noodzakelijk is vast te stellen of zij daarmee effectief privékopieën hebben gemaakt. De loutere omstandigheid dat met de desbetreffende apparaten kopieën kunnen worden gemaakt, volstaat om de toepassing van de heffing voor het kopiëren voor privégebruik te rechtvaardigen. Bijgevolg is volgens het Hof de ongedifferentieerde toepassing van de heffing niet in overeenstemming met de richtlijn.

De adviescommissie Privékopie komt in december 2010 samen om de gevolgen van het arrest te analyseren. De adviescommissie moet volgens de wet over een mogelijke aanpassing adviseren. Ik sluit niet uit dat op basis van dit advies een aanpassing van de regelgeving noodzakelijk zal zijn.

De praktische werking van de Auvibel-heffing werd opgenomen in artikel 5 van het KB betreffende het recht op vergoeding. De bijdrageplichtige is verplicht maandelijks, vóór de twintigste dag volgend op de maand waarop de aangifte betrekking heeft, een aangifte aan Auvibel te verstrekken. Die verplichting is ook van toepassing voor de maanden waarvoor de bijdrageplichtige niets heeft aan te geven. De maandelijks aangifte vermeldt voor de toestellen en de dragers het aantal, alsook de eigenschappen en de opnamecapaciteit. Op basis van de aangifte stelt Auvibel een factuur op. Fabrikanten en groothandelaars betalen binnen een termijn van 60 dagen de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik.

De vraag betreffende het onderscheid tussen privé- en professionele doeleinden heb ik eveneens aan de adviescommissie voorgelegd.

04.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Wij zullen einde dit jaar of begin volgend jaar terugkoppelen en vragen of er al meer nieuws is van de adviescommissie.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de cliëntmobiliteit in de banksector" (nr. 639)**

05.01 **Karine Lalieux** (PS): Op 1 november 2009 werd er in de banksector een gedragscode inzake de cliëntmobiliteit van kracht. De regels zijn echter niet bindend en het staat de banken dan ook vrij ze al dan niet toe te passen. Uit onderzoek blijkt dat de naleving van de regels op willekeur berust; de termijnen worden niet nageleefd en in plaats van afsluitingskosten worden indirecte kosten gehanteerd. De banken verzetten zich tegen een cliëntmobiliteit met overdraagbare rekeningnummers.

Moeten de nodige stappen niet door de banken gedaan worden, gezien hun weigering? Moeten de indirecte kosten niet beschouwd worden als verdoken afsluitingskosten? Zouden het kosteloze karakter van een overstap en de uitvoeringstermijn niet bij wet moeten worden vastgelegd?

05.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Frans*): In 99 procent van de gevallen hielden de banken zich aan de termijn van achttien dagen die tot 1 november jongstleden van toepassing was; gemiddeld vergde een overstap acht dagen. In de *Single Euro Payments Area* kan een klant zijn rekeningnummer niet behouden, want het gebruik van de bankidentificatiecode BIC is verplicht.

De banken nemen een groot deel van de formaliteiten bij de overstap naar een andere bank voor hun rekening.

Het enige wat de consument echt kan ondernemen, is zijn schuldenaars waarschuwen.

De mogelijke verhoging van de hypotheekrente valt onder het gezamenlijk aanbod van financiële producten. Overeenkomstig de wet zijn dergelijke aanbiedingen toegestaan. Een *ristorno* voor een hypothecaire lening zijn geen verborgen kosten; de klant werd daar op voorhand over geïnformeerd. De richtlijn van 13 november

2007 en de wet van 10 december 2009 voorzien in het gratis afsluiten van een rekening. De zelfregulering door de sector werkt goed; wat daarentegen ontbreekt, is de voorlichting van de klant.

05.03 Karine Lalieux (PS): Ik meen dat de gezamenlijke verkoop van financiële producten overeenkomstig de wet op de handelspraktijken nog steeds verboden is. Maar u beweert nu het tegendeel. Of heb ik de wet die we aangenomen hebben, totaal verkeerd begrepen?

05.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Frans): Nee, maar u heeft ongetwijfeld niet alles gelezen. Behoudens de door de wet bepaalde uitzonderingen geldt er in principe een verbod. Die expliciete uitzondering staat echter in de wet.

05.05 Karine Lalieux (PS): Dus met betrekking tot de hypothecaire lening en de rekening-courant?

05.06 Minister Vincent Van Quickenborne (Frans): Zeer zeker! Principieel geldt er een verbod, behoudens uitzonderingen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het meldpunt voor misnoegde bouwers" (nr. 746)

06.01 Peter Logghe (VB): Zeven maanden geleden werd het meldpunt voor misnoegde bouwers opgericht. Tot nog toe kwamen er al zo'n duizend klachten binnen.

Hoeveel klachten gingen over makelaars, hoeveel over aannemers? Hoe zijn de klachten opgesplitst per Gewest? Welk gevolg wordt aan de klachten gegeven? Binnen welke termijn mogen de burgers resultaat verwachten? Hoe wordt over de procedure en het resultaat van de klacht gecommuniceerd met de burgers?

06.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De klachten gaan voor 90 tot 95 procent over onbekwame bouwbedrijven. Er zijn geen klachten tegen identificeerbare makelaars. 'Red mijn huis', het programma dat aanleiding gaf tot de oprichting van het meldpunt, is een Vlaams programma. Er werden nog geen klachten geregistreerd over bouwproblemen buiten het Vlaamse Gewest.

Uit de meldingen blijkt vooral een behoefte aan duidelijke en specifieke informatie over het bouwproces. Alle meldingen werden beantwoord met adviezen, richtlijnen, informatie over verzoeningsprocedure, juridische bijstand, faillissementsprocedures, de rol van de architect en technische inlichtingen. De gemiddelde verwerkingstermijn duurt vijf dagen. Veel meldingen hebben betrekking op geschillen die al lopen voor een rechtbank, daarin kan niet tussenbeide worden gekomen.

De communicatie loopt op twee manieren. Klachten worden persoonlijk beantwoord. Daarnaast wordt informatie die van belang kan zijn voor het bredere publiek, op de website van de FOD Economie geplaatst.

De resultaten van het meldpunt worden momenteel geëvalueerd. De stroom van klachten moet een meer permanente opvolging krijgen. Naar aanleiding van Batibouw wordt een informatiebrochure opgesteld met FAQ's voor bouwers en verbouwers. Begin 2011 start de FOD Economie het overleg met de sector over de oprichting van een permanent bemiddelingsorgaan. Wij willen ook de mogelijkheid van modelcontracten bespreken waarin een aantal bepalingen wettelijk moet worden opgenomen.

06.03 Peter Logghe (VB): Is het de bedoeling het meldpunt ook uit te breiden naar het Franstalige landsgedeelte?

06.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Als een Franstalig programma die vraag zou stellen, is dat uiteraard mogelijk.

Voor onze werkwijze bij het meldpunt zijn wij eigenlijk omgekeerd te werk gegaan. Terwijl de overheid doorgaans vertrekt vanuit de instelling van de overheid, hebben wij onze medewerkers nu verplicht zich eerst in de plaats van de consument te stellen. Die aanpak werkt goed. Onze eerste conclusie is, dat het meldpunt goed werkt. Wij werken goed samen met de justitiehuizen en met de verzoeningscommissie binnen de bouwsector.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De volgende vraag op de agenda is de vraag over het Europees octrooi van de heer Logghe. Ik herinner de heer Logghe eraan dat hij de minister twee weken geleden al uitvoerig heeft ondervraagd over het Europees octrooi.

07 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de toekomst van het Europese octrooi" (nr. 1084)

07.01 Peter Logghe (VB): Toen ik mijn eerste vraag stelde, was het voorstel dat intussen werd afgeschoten door Italië en Spanje, nog hangende.

Hoe moet het nu verder? Is het Europees octrooi nu dood en begraven? Wat zijn dan de overwegingen van Nederland en Ierland om bijvoorbeeld een soort mini-Europees octrooi te ontwikkelen? Zou het nuttig zijn voor België om daarin mee te stappen? Waarom doen we dat vooralsnog niet? Wat is de stand van zaken?

07.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Tijdens de Raad Concurrentievermogen van 25 november zal het octrooi besproken worden. Vijf lidstaten, Ierland, Nederland, Slovenië, Zweden en het Verenigd Koninkrijk hebben immers in een brief aan de Europese Commissie gevraagd om bij gebrek aan akkoord de mogelijkheden te onderzoeken voor het opstarten van een versterkte samenwerking. Het Belgische voorzitterschap zal dat debat afwachten.

Versterkte samenwerking zou inhouden dat er een soort van gemeenschappelijke octrooititel kan worden gecreëerd die geldig is op het grondgebied van de lidstaten die eraan deelnemen. Ik weet niet of dat zo 'mini' zou zijn. Kostprijs en rechtszekerheid zouden aanzienlijk kunnen verbeteren. De aantrekkelijkheid van de gemeenschappelijke titel zal uiteraard afhangen van het aantal landen dat eraan deelneemt. Het moet mogelijk zijn voor de lidstaten om zich achteraf nog aan te sluiten.

België heeft de brief van de lidstaten, waarin de Commissie wordt verzocht om de mogelijkheid van een versterkte samenwerking te bekijken, niet mee ondertekend omdat het Belgische voorzitterschap zich nu neutraal moet opstellen.

07.03 Peter Logghe (VB): Die neutraliteit begrijp ik, maar als het Europese octrooi als dood en begraven mag worden beschouwd, heb ik meer moeite met de inconsequente houding van de minister die toch altijd voorstander is geweest van een zo eenvoudig mogelijk octrooirecht. De Nederlandse en de Zweedse economie spelen een voortrekkersrol in het lanceren van het mini-Europese octrooi en ik vind dat wij daarbij moeten zijn. Maar wat niet is, kan misschien nog komen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "'Cash Facility'-kredietopeningen" (nr. 1114)

08.01 Veerle Wouters (N-VA): Op 1 december treedt een nieuwe wet op het consumentenkrediet in werking. Er is onder meer bepaald dat de zichtrekeningen maandelijks moeten worden aangezuiverd. Enkele banken bieden kredietopeningen aan, zoals Cash Facility, die duidelijk worden gepositioneerd als een nieuwe mogelijkheid om soepel onder nul te gaan, met nog grotere bedragen en voor nog langere termijnen.

Zal de reclame worden getoetst op haar toelaatbaarheid? Hoe zal de binding tussen de stand op de

zichtrekening en de aanwending van een dergelijke kredietopening verlopen? Zal de minister laten nagaan met welk automatisme de link gebeurt? Zou men hierbij bepaalde wettelijke bepalingen kunnen overtreden? Zal de minister nagaan of de kredietwaardigheid voldoende wordt onderzocht? Zal men de cijfers opvolgen om te zien wat de gevolgen zijn van de nieuwe wet en om te zien of bijsturing van de wet noodzakelijk is?

08.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Op 1 december treedt de nieuwe wet op het consumentenkrediet in werking en moeten financiële instellingen hun producten aanpassen. Dat is onder meer het geval voor de geoorloofde debetstanden op rekeningen voor bedragen kleiner dan 1.250 euro, terugbetaalbaar binnen de drie maanden. Dat soort producten viel niet onder de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, maar wel onder de nieuwe wet. De klanten hebben verschillende opties: ofwel stopt de kredietfaciliteit, ofwel wordt een alternatief aangeboden dat rekening houdt met de wet.

In de nieuwe wet zijn er drie mogelijkheden: een geoorloofde debetstand voor een zichtrekening, terugbetaalbaar binnen de maand, die slechts aan enkele bepalingen van de wet is onderworpen; een geoorloofde debetstand op een zichtrekening, terugbetaalbaar binnen de drie maanden, die aan meer bepalingen van de wet is onderworpen; een kredietopening met een langere terugbetalingstermijn, die volledig onder de toepassing van de wet valt.

Het aangehaalde voorbeeld behoort tot de eerste categorie. De betrokken bank heeft haar klanten hierover per brief geïnformeerd en heeft daarbij ook gewezen op het bestaan van een andere kredietformule.

Het klopt dat de wet vandaag reeds verbiedt om reclame te maken die op onrechtmatige wijze het gemak of de snelheid benadrukt waarmee het krediet kan worden verkregen. Het betreft hier echter een gepersonaliseerde brief waarmee de bank de klant informeert over de wijziging van een lopend krediet ten gevolge van de nieuwe regels. Er kan dus moeilijk sprake zijn van reclame. Daarnaast wordt niets beloofd betreffende de soepelheid van de aanvaarding of het ontbreken van analyse van de kredietwaardigheid van de aanvrager. Bovendien wordt duidelijk gezegd dat dit alternatief voorstel de klant slechts verbindt na ondertekening van een overeenkomst na de goedkeuring van dat dossier.

Dit product wordt in de nieuwe wet als een geoorloofde debetstand op een zichtrekening gezien. In dat verband moeten de kredietinstellingen de nieuwe wetsbepalingen vanzelfsprekend toepassen.

Hetzelfde geldt voor de beoordeling van de solvabiliteit van de klant. In de nieuwe wet werd deze verplichting nog versterkt door in de mogelijkheid van strafsancities te voorzien, in plaats van enkel burgerrechterlijke sancties, wanneer een bank geen rekening houdt met het profiel van de klant. Bovendien bevat het ontwerp van KB ter zake de verplichting voor de kredietgever om gedurende een bepaalde termijn het bewijs van de raadpleging van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren te bewaren. Het is de bedoeling dat er daadwerkelijk een controle is geweest van de solvabiliteit van de persoon. Wij willen dus ook een betere controle installeren.

Wij willen absoluut vermijden wat in Ierland en de VS is gebeurd, waar buitensporige kredieten aan consumenten zijn verleend.

Het zou wat ongepast zijn om de wet al bij te sturen voor ze in werking treedt. Op basis van de cijfergegevens van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren zullen we analyseren hoe de kredietverlening verloopt. Als er problemen opduiken, moeten we daar oog voor hebben.

08.03 **Veerle Wouters** (N-VA): Het is beter dat mensen geen krediet krijgen dat hen in moeilijkheden brengt. Ik ben dan ook blij dat de minister de problematiek opvolgt en dat de sancties voor de banken zwaarder worden.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Peter Logghe.

09 **Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het misbruik van een dominante marktpositie door AMP" (nr. 1124)**

09.01 Karine Lalieux (PS): De AMP-groep controleert de distributie van 90 procent van de kranten en tijdschriften in België. De groep maakt van dit quasimonopolie gebruik om eenzijdige beslissingen op te leggen, en, bijvoorbeeld, de portkosten te verdubbelen of de controle op de onverkochte exemplaren te wijzigen. Het water komt heel wat dagbladhandelaars aan de lippen en hun zwakke positie ten aanzien van deze dominante groep maakt de zaken er zeker niet eenvoudiger op.

Wat is de stand van zaken van de verschillende hangende procedures tegen AMP? De Brusselse rechtbank van koophandel oordeelde eerder dat AMP een dominante positie inneemt. Kan er geen beroep worden gedaan op de Commissie voor Onrechtmatige Bedingen of de Raad van de Mededinging om alsnog tot een oplossing te komen?

09.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Frans): Op 2 maart 2010 werd er bij de Raad voor de Mededinging een klacht ingediend tegen AMP door onder andere Prodipresse en de Vlaamse Federatie van Persverkopers. De klacht heeft betrekking op de verdubbeling van de portokosten, alsook op de invoering van het Axonsysteem voor de controle op onverkochte exemplaren, en wordt nu onderzocht.

De wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming heeft alleen betrekking op de relatie tussen bedrijf en consument. Men kan zich dus niet tot de Commissie voor Onrechtmatige Bedingen wenden.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de werking en controle van de centra De Groote" (nr. 1105)

10.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Met de wet van 13 januari 1947 werden de centra De Groote opgericht, de centra voor collectief onderzoek. Momenteel zijn er negen. Zij betalen een heffing op hun werking op basis van hun omzet.

Wat is de juridische structuur van de centra De Groote? Hoe wordt de besteding van de middelen van de centra gecontroleerd? Moeten zij een balans of jaarrekening indienen? Hebben zij publicatierecht? Wat is de omzet van de verschillende centra? Bestaat er coördinatie tussen de centra? Moeten zij aan een bepaald orgaan rapporteren? Op welke manier kan een klacht tegen een centrum worden ingediend? Worden alle sectoren gedekt door de centra De Groote? Zijn er sectoren waarin geen belasting of heffing moet worden betaald?

10.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De centra De Groote zijn non-profitorganisaties met een vzw-statuut. Zij werken met verplichte bijdragen voor alle leden in de sector.

De FOD Economie is vertegenwoordigd in de bestuursorganen van de centra De Groote en enkele geassimileerde centra. Daardoor kan er controle worden uitgevoerd. De jaarverslagen van de centra kunnen worden geraadpleegd.

Elke sector waarin een centrum De Groote is opgericht, heeft een eigen systeem voor de berekening van de verplichte bijdrage bepaald. De bijdrage varieert van 5 tot 80 procent van de inkomsten van de centra.

De *Union of Collective Research Centres* werd opgericht als overkoepelende en coördinerende organisatie. De FOD Economie steunt de intersectorale acties van de centra.

De centra zijn opgericht om de kloof tussen de ondernemingen en de onderzoekscentra te dichten. De ondernemingen van de sector zijn vertegenwoordigd in de bestuursorganen van de centra en kunnen mee de strategie bepalen.

Een onderneming die ontevreden is, kan contact opnemen met het centrum zelf, met de FOD Economie of met haar sectorale federatie.

Niet alle sectoren worden door de centra gedekt. Hoewel de wettelijke mogelijkheid wel bestaat, moeten de bedrijven van een bepaalde sector zelf het initiatief nemen. De sectoren die een centrum De Groote hebben, zijn textiel (Centexbel), cement (CRIC), keramiek en glas (CWOBK), de technologische sector (Sirris), wegenbouw (OCW), bouwnijverheid (WTCB), hout (CTIB-TCHN), diamant (WTOCD), brouwerij en mouterij (CBM).

Enkel in de sectoren waarin de bedrijven zelf het initiatief tot oprichting hebben genomen, moeten de bedrijven een bijdrage betalen. In ruil ontvangen zij gratis of tegen verlaagde kosten interessante diensten.

10.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Is de beroepsinstantie de FOD Economie of de eigen sector?

10.04 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De eerste stap is het centrum zelf. Als dat niets doet, kan men terecht bij de sectorale federatie of de FOD Economie.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de vervangingspool voor ondernemers" (nr. 962)

11.01 Peter Logghe (VB): De bedoeling van de vervangingspool voor ondernemers was om in een platform te voorzien om vraag en aanbod van zelfstandigen en kandidaat-vervangers op elkaar af te stemmen.

De zelfstandige die zich tijdelijk wil laten vervangen, kan een beroep doen op een register dat bijgehouden wordt door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie. De zelfstandige maakt dan met de vervanger een vervangingscontract op met een aantal verplichte vermeldingen: de duur, een verwijzing naar een aantal wetsartikelen, het ondernemingsnummer en de rechtshandelingen die de vervangende ondernemer voor rekening van de onderneming kan stellen. Voor de rest zijn de partijen vrij.

Bij een aantal organisaties leeft de bezorgdheid dat er te weinig regels zijn. Zou het niet nuttig zijn om ook regelingen inzake zakengeheimen en de vertrouwelijkheid te verplichten? Ook is er ongerustheid over het gebrek aan tegenstelbaarheid van dat vervangingscontract aan derden, zoals schuldeisers of klanten. Moet de tegenstelbaarheid niet geregeld worden in de wetgeving? Kan een vervangende ondernemer zijn eigen aansprakelijkheid uitsluiten of beperken tot bepaalde grove daden?

11.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Er wordt inderdaad wettelijk slechts een beperkt aantal vermeldingen verplicht in het vervangingscontract voor zelfstandigen. Voor het overige zijn enerzijds de partijen vrij, anderzijds gelden de gemeenrechtelijke regels. Meer details opnemen betekent ook minder vrijheid voor de partijen.

Het uitwerken van het typecontract was vooral bedoeld als hulp en het was onze bedoeling te verwijzen naar de beginselen van het algemeen verbintenissenrecht, inclusief de tegenstelbaarheid aan derden en de aansprakelijkheid. Dit typecontract is beschikbaar op de website www.vervangendeondernemer.be. De beperkte vormvereisten en de keuze om niet van het gemeenrecht af te wijken, garanderen de grote soepelheid van het systeem. Alle activiteiten kunnen gebruik maken van het typecontract. Beide partijen kunnen altijd meer details opnemen in het contract.

11.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Wat is het resultaat van de radiospotjes hierover?

11.04 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Tot nu toe hebben we nog niet veel vervangende ondernemers en ook niet veel kandidaten. We hebben immers nog niet veel informatie. Als regering van lopende zaken kunnen we daar niet meer publiciteit aan geven.

De bvba Starter is een nieuw systeem. Veel zelfstandigen weten bijvoorbeeld niet dat ze bij een faillissement

in het zelfstandigenstatuut een beroep kunnen doen op een verzekering van één jaar.

11.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Richt de vervangingspool zich ook op kmo's en grote bedrijven?

11.06 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Neen, men moet zelfstandige zijn en de kandidaat vervangende ondernemers moeten ook zelfstandige zijn.

Er bestaat een typecontract dat geldt voor 30 dagen, met enkele uitzonderingen. De vervangende ondernemer betaalt enkel 75 euro om zich in te schrijven via het enig loket. Het is een praktisch systeem.

11.07 Peter Logghe (VB): Het zou kunnen dat een te grote soepelheid sommige ondernemers afschrikt. Kan een vervangende ondernemer zijn aansprakelijkheid beperken?

11.08 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Ja, behalve als men tegen het recht ingaat.

11.09 Peter Logghe (VB): Ja, natuurlijk. We komen hier zeker nog op terug.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.04 uur.